



**NON AU
PERMIS
DE TUER**

**DÉSARMER
L'INJUSTICE**

ZOOM

Palestine. De premières sanctions occidentales contre les colonies israéliennes

Page 3

INTERNATIONAL

Allemagne. L'AfD frôle la majorité absolue en Saxe-Anhalt

Page 4

LUTTER

Écologie. Non à l'incinérateur à Vitry-sur-Seine

Page 6

CHAMP LIBRE

Entretien avec Yoletty Bracho sur la situation au Venezuela

Page 8

Édito

Viser juste

Par MONIRA MOON

M ercredi 9 septembre, Adèle Haenel était l'invitée de La Grande Librairie, sur France 5, pour y présenter son livre, *Viser juste*, récemment publié aux éditions de L'Arche. Elle y passe par le théâtre pour mettre au jour les mécanismes qui rendent possibles les viols et les violences faites aux enfants, à commencer par ceux qu'elle a elle-même subis. Comparant la vie à une pièce où chacun doit tenir le rôle qui lui est assigné, l'autrice analyse les rouages du déni et de la silenciation qui servent l'impunité. Après l'échange autour du livre, elle participe à *Droit dans les yeux*, un face-à-face avec la caméra où l'invitée a, habituellement, carte blanche.

Alors que son émotion est palpable, Adèle Haenel rassemble ses forces et nomme le viol — sujet, verbe, complément d'objet — puis dénonce le génocide en Palestine, en désignant le coupable, l'État d'Israël, et son complice, la France.

À peine les mots sont-ils prononcés que la censure tombe, confirmant par le geste la silenciation qu'elle venait de dénoncer. Le replay de l'émission est supprimé. Adèle Haenel a fait effraction dans un espace médiatique qui couvre le génocide, et on ne lui pardonne pas cette audace...

Macklemore, lui, n'assurera plus les premières parties d'Ed Sheeran aux États-Unis. L'artiste paie ses prises de position en solidarité avec la Palestine. Mais lui non plus ne plie pas : il tient sa ligne, claire et juste. En août déjà, la municipalité de Deauville retirait d'une exposition une photographie de Gaza prise par Jihad Alshrafi, pourtant sélectionnée pour y figurer. Puis la maire de Strasbourg faisait détruire 13 000 exemplaires de l'agenda culturel des médiathèques pour un minuscule tag « *Stop génocide* » sur l'illustration de couverture. Qui osera encore prétendre que l'art n'est pas politique ?

« Mais puisque je suis ici, il faut parler pour redire ce qu'il y a dans ce silence, afin que tout le monde l'entende : l'État d'Israël commet un génocide en Palestine et la France est complice. N'acceptez pas l'inacceptable, alors sanctionnez Israël et libérez la Palestine. » — Adèle Haenel

Bien dit

Si ces mots me coûtent la scène tout en recentrant la conversation sur la Palestine, alors c'est la tournée la plus réussie de ma vie

MACKLEMORE, le 14 septembre, après avoir été évincé de la tournée américaine d'Ed Sheeran sous la pression de plusieurs propriétaires de stades. Le rappeur avait proclamé « *Free Palestine* » sur scène, dénoncé le génocide à Gaza et assuré au peuple palestinien qu'il n'était pas oublié.

VIOLENCES POLICIÈRES

Contre le permis de tuer, désarmer l'injustice

La loi dite du « permis de tuer » doit encore passer par le Sénat. En officialisant la présomption de légalité des tirs policiers, elle augmenterait encore le pouvoir policier et le nombre de tués, majoritairement non blancs. La mobilisation est une urgence.

La vidéo des policiers municipaux de Carcassonne a fait le tour des médias la semaine dernière : un brigadier-chef adhérent du RN et trois collègues y enchaînent insultes racistes et propos misogynes, homophobes, putschistes. Le maire RN les a suspendus pour avoir été filmés, pas pour avoir été racistes : l'enregistrement avait fuité dans le commissariat dès fin 2025...

Omniprésence du racisme dans la police

Réalité tristement banale : tous les six mois, une vidéo ou une enquête vient documenter le racisme dans la police. Groupes WhatsApp en roue libre, procédures, vidéosurveillances... Ces enregistrements ne révèlent aux commentateurs que ce que les habitants des quartiers populaires savent depuis des décennies : ce sont des interactions ordinaires.

Mais il ne s'agit pas que de mots. Le discours raciste va de pair avec une pratique qui l'est tout autant : la police exerce une puissance répressive sur les corps, et en premier lieu sur les corps non blancs. À Carcassonne toujours, une vidéo diffusée ce week-end montre un policier national projetant au sol Youssef E., 29 ans, mort treize jours plus tard. Le parquet, qui a saisi l'IGPN après la diffusion de la vidéo ces derniers jours, écarte tout lien de causalité. Sans images, pas de mise en examen : le meurtre de Nahel l'avait déjà montré. Cette



déshumanisation autorise les violences policières autant que leur justification ; elle opère aussi dans les « oublis » de qualification : il a fallu une mobilisation, à Espaly-Saint-Marcel, pour que l'homme qui a tiré à la carabine sur des enfants racisés soit aussi poursuivi pour injure raciste.

Institution coloniale et fascisation

La police est un outil de maintien de l'ordre capitaliste : elle protège les puissants et reconduit la hiérarchie de classe. Dans le contexte français, impérial et colonial, elle s'est aussi formée dans la répression des « indigènes » de l'empire, y compris en métropole. La BAC descend des brigades mises en

place dans l'Algérie coloniale, et la pacification des quartiers populaires par une présence permanente et répressive est une doctrine de maintien colonial. Elle se déploie d'ailleurs dans ce qui reste de l'empire, de la Guadeloupe à la Kanaky. La progression d'une organisation néofasciste comme le RN et la banalisation des idées racistes donnent encore plus de légitimité et d'impunité aux violences policières. La loi de 2017 avait élargi les conditions de tir : depuis, les tirs mortels sur véhicule en mouvement ont été multipliés par cinq. La PPL 691, modifiée sur demande du gouvernement en présomption de légalité des tirs, a été adoptée le 7 juillet par

313 voix, de la macronie au RN : il reviendrait aux proches de la victime de démontrer qu'un tir n'était ni nécessaire ni proportionné. Or, sur 437 morts liées à une intervention policière depuis 2017, moins de 2% des affaires dont l'issue est connue ont abouti à une peine ferme.

En finir avec l'ordre policier

Nous ne sommes donc pas pour « améliorer les conditions de travail » de la police. Contrairement aux services publics utiles, le sous-effectif policier n'entraîne pas une baisse du service rendu à la population. Police et gendarmerie ont profité de la militarisation générale, leurs équipements se sont multipliés et leur létalité a augmenté. Réclamer plus de commissariats et de moyens pour la police, c'est transférer les moyens du service public vers la répression sociale, politique et syndicale.

Le racisme est structurant dans l'institution policière, tenue par une solidarité de corps que solidifient des syndicats puissants, corporatistes et acquis à l'extrême droite, qui pèsent en permanence sur les gouvernements. Privée du droit de grève, elle est pourtant l'une des rares à arracher des « victoires » quand les autres fonctionnaires perdent du terrain. Ce n'est pas un hasard : la classe dirigeante s'attend à des confrontations de plus en plus violentes avec le mouvement social et s'attache l'institution qui en sera le rempart. Le 19 septembre, il faudra le dire : il est temps de poser la question de la légitimité de cette institution, et de parler de son abolition.

Commission nationale antiraciste

Acturama



Une Fête de l'Humanité antifasciste

Malgré la chaleur et la poussière, le stand du NPA-A a accueilli un public nombreux pendant les trois jours de la Fête de l'Humanité. Autour de la campagne #Antifa2027, les tables rondes et le meeting ont permis d'échanger sur l'extrême droite, les violences policières, les luttes anti-impérialistes... La librairie La Brèche, le cabaret drag antifasciste, le bar et les soirées avec des femmes aux platines ont aussi fait vivre ce beau stand politique et festif.

PALESTINE De premières sanctions occidentales contre les colonies israéliennes

Le 8 septembre, le Royaume-Uni a interdit les importations issues des colonies israéliennes, restreint ses exportations d'armes et reconnu l'illégalité de l'occupation. Douze pays, dont la France, ont annoncé des mesures analogues.

L'imminence des législatives du 27 octobre en Israël est l'occasion, pour les classes dirigeantes occidentales, de répondre à l'aggravation de la situation à Gaza et en Cisjordanie, notamment après les appels d'offres lancés pour de nouvelles colonies dans le couloir E1 (voir notre article de la semaine dernière).

L'épouvantail Netanyahu

L'occasion, aussi, de se servir de Netanyahu comme d'un épouvantail et d'une explication à bon compte de la trajectoire génocidaire d'Israël. L'enquête publiée le 8 septembre par Haaretz, selon laquelle le président émirati Mohammed ben Zayed aurait averti Netanyahu dix jours avant le 7 octobre que le Hamas préparait une opération de grande envergure, alimente surtout les théories du complot, au détriment de la réalité de l'époque : en 2023, la classe dirigeante israélienne a les yeux rivés sur la Cisjordanie et sur le Liban, pas sur Gaza. Netanyahu aurait du reste répondu qu'une attaque éventuelle viendrait plutôt de Cisjordanie. Avant le 7 octobre, 2023 était déjà l'une des années les plus meurtrières dans le territoire occupé avec le redémarrage des pogroms de colons, comme à Huwara. Une nouvelle génération de militants armés palestiniens a également émergé, hors de tout cadre habituel, comme la Fosse aux lions à Naplouse. L'incompétence, l'arrogance et le racisme expliquent bien mieux l'attitude de Netanyahu qu'un quelconque plan concerté.

De premières sanctions occidentales

Les dernières actions coloniales israéliennes ont néanmoins poussé plusieurs pays à réagir. Devant la Chambre des communes,

le secrétaire au Foreign Office Ed Miliband a annoncé qu'il refuserait désormais toutes les demandes de licences d'exportation d'armes et d'autres biens contribuant « de manière significative à l'occupation », aussi longtemps que durerait celle-ci. Il a également annoncé des sanctions contre les entreprises privées fournissant des services, y compris financiers, qui facilitent l'expansion des colonies. Le Royaume-Uni a en outre reconnu officiellement le caractère illégal de l'occupation, en s'appuyant sur l'avis de la CIJ de 2024, et employé les termes de « nettoyage ethnique » à propos de la Cisjordanie. La riposte israélienne ne s'est pas fait attendre : Israël a exigé la fermeture du consulat britannique à Jérusalem sous un mois, Gideon Sa'ar, ministre des Affaires étrangères, accusant Londres de travailler « systématiquement contre l'État d'Israël ».

Des mesures à la portée limitée

Il ne s'agit pourtant que de se conformer au droit international et aux avis de la Cour internationale de justice. Pour l'Union européenne, l'exclusion des produits des colonies relève d'une clause déjà inscrite dans l'accord commercial avec Israël. Ces mesures sont en outre largement symboliques. Il est très facile de maquiller la provenance des produits, et Israël le fait souvent. Les modalités de l'embargo britannique sur les armes restent très vagues : il exclut notamment les composants des F-35, couramment utilisés à Gaza. Et il faudra voir si les règles sont réellement appliquées : elles mettront six à neuf mois à entrer en vigueur. Pire, le jour même où la France annonçait l'interdiction des produits des colonies, sa diplomatie communiquait sur la gouvernance à Gaza et son soutien à Abbas. Il faut toujours « équilibrer » et « symétriser ».

Des points d'appui quand même

Ces mesures n'en sont pas moins les premières véritables sanctions décidées par des États occidentaux, elles constituent donc des points d'appui. Qu'elles puissent viser des entreprises soutenant l'expansion des colonies constitue une avancée notable : il devient possible de punir les colons en sanctionnant les banques occidentales qui les financent. Mais l'Occident reste pro-israélien. Miliband a aussitôt réaffirmé son engagement en faveur de deux États, et n'a cessé de proclamer son attachement à Israël. Il est possible que, devant la fuite en avant génocidaire, certains dirigeants occidentaux se disent que le meilleur moyen de sauver Israël est de le sauver de lui-même, en imposant deux États. Ou, à tout le moins, de faire mine de s'y employer, le temps de la campagne.

Édouard Soulier



AUSTÉRITÉ Budgets Lecornu : le ruissellement vers le haut !

Dans la rue et au Parlement, nous devons censurer les budgets d'austérité que Lecornu veut nous imposer en prenant sur le financement des urgences sociales et climatiques comme sur nos retraites. Et toujours pas question de toucher aux assistés du CAC 40 !

LE GOUVERNEMENT S'EN PREND À CES PRIVILÉGIÉS DE RETRAITÉS



Pas moins de 30 milliards à arracher aux services publics et aux classes populaires, dont 6 milliards sur nos retraites ! Et le gouvernement veut faire adopter ces budgets sans majorité parlementaire, à quelques mois de l'élection présidentielle. Un pari que nous pouvons faire échouer. Comme le dit Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT : « La question du budget, c'est combien de pompiers, combien de Canadairs, combien de soignants, combien d'écoles et de crèches ? » Ajoutons-y la désindexation des retraites, la suppression de l'abattement fiscal de 10 % sur les pensions, le gel du point d'indice des fonctionnaires... L'Insee a ramené sa prévision de croissance pour 2026 à 0,4 %, le déficit dépassera 5 % et les taux auxquels la France emprunte à dix ans sur les marchés financiers ont franchi les 4 %. Les seules marges de manœuvre que le gouvernement Lecornu envisage, ce sont encore et toujours les attaques contre les plus pauvres, les salariéEs, les retraitéEs, les chômeurEs et les malades. Celles et ceux qui paient déjà la crise et n'en sont pas responsables !

Le Medef et l'armée chouchoutés

Car l'austérité n'est pas pour tout le monde ! Pendant que la Macronie rationne les hôpitaux et les pensions, les budgets militaires vont augmenter de

6,2 milliards d'euros en 2027, au nom de la loi de programmation militaire, qui prévoit une hausse de 36 milliards d'euros sur 2026-2030. Et évidemment, pas question de toucher aux 211 milliards d'aides massives au patronat révélées par le rapport de la commission d'enquête sénatoriale sur les aides publiques aux entreprises, dont 80 milliards d'exonérations de

cotisations sociales ! Macron, c'est le ruissellement vers le haut !

Nos luttes peuvent changer la donne

À la Fête de l'Humanité, LFI, le PCF, les Écologistes et même les représentantEs du PS se sont dits prêts à censurer les budgets Lecornu. Mais Marine Le Pen, devant les parlementaires RN

au Touquet, a ouvert la porte à une non-censure en affirmant préférer « un budget imparfait » à une loi spéciale. Sans doute veut-elle rassurer le Medef et la droite sur la « responsabilité » d'un gouvernement Le Pen-Bardella, en demandant elle aussi des « économies » pour rentrer dans les clous des 3 % de déficit — au risque de montrer bien trop tôt à ses électeurEs que, loin de défendre « le peuple », le RN est aussi un parti du capital, qui ne surfe sur les colères populaires que pour les détourner contre les étrangerEs. Des pompiers aux fonctionnaires, des personnels des hôpitaux aux opposantEs aux pesticides, une série de mobilisations sociales vont marquer la rentrée. Elles doivent converger pour bloquer l'austérité et imposer des réponses à l'urgence écologique. Elles peuvent aussi changer le climat politique, faire que l'espoir change de camp. Le RN n'est pas une fatalité. Cela dépend aujourd'hui de nos luttes : elles doivent être fortes, unitaires, auto-organisées et porteuses d'exigences populaires !

Frank Prouhet

No comment

Le « grand remplacement » ? Je ne pense pas que ce soit une théorie raciste.

AUORE BERGÉ, mercredi 9 septembre sur CNews, à propos du mythe du « grand remplacement ». Elle précisera : « Je considère que c'est un débat politique sur la question de l'immigration. » Rappelons que cette thèse raciste du « grand remplacement » trouve sa traduction pratique dans la « remigration », un projet d'épuration ethnique. La ministre chargée de la Lutte contre les discriminations transforme ainsi une thèse raciste en opinion politique débattable. Quand on vous parle de fascisation...

Agenda

Vendredi 18 septembre, Projection-débat Enfants de Chatila, Bagnolet (93). À 19 h, salle du Conseil municipal de Bagnolet.

Vendredi 18 septembre, Soirée « Stop pesticides », Paris (75). À 19 h, au Baranoux, 78, rue Compans dans le 19^e.

Vendredi 18 septembre, Conférence-débat « La question de la Palestine et la mise à l'écart du droit international », Limoges (87). À 20 h 30, salle Jean-Pierre Timbaud.

Samedi 19 septembre, Rassemblement unitaire et populaire contre l'extrême droite, Vierzon (18). De 12 h à 14 h, place Gabriel-Péri à Vierzon : repas, musique, discours.

Samedi 19 septembre, Manifestation « Liberté pour les militants pro-palestiniens détenus en Tunisie », Paris (75). À 14 h à Ménilmontant.

Samedi 19 septembre, manifestations « Pas d'étés à 50° » à Genève, Lausanne, Fribourg, Bienne, etc., Suisse.

19-20 septembre, Manifestations « Non au permis de tuer ! »
<https://stopauxviolencesdetat.fr/actions/permis-de-tuer/marches>

Dimanche 20 septembre, Réunion-débat « Abolir la police, une utopie ? », Saint-Étienne (42). À 14 h, au Lieu rouge, 15, rue Georges-Dupré à Saint-Étienne. Organisée par le NPA-l'Anticapitaliste 42 et BDS Saint-Étienne.

Lundi 21 septembre, Centre d'études marxistes « Quel anticapitalisme sur une planète qui brûle ? », avec Alexis Cukier et Christine Poupin, Montreuil (93). À 19 h, 2, rue Richard-Lenoir, métro Robespierre.

Samedi 26 septembre, Marches pour le climat, le vivant, la paix et la justice sociale. À Paris, dès 12 h à République.

Pour annoncer un événement : agenda@npa-lanticapitaliste.org

Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur **l'Anticapitaliste.org**

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@lanticapitaliste.org

Diffusion :
diffusion@lanticapitaliste.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
1225-C-93922

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et de
communication.
SARL au capital
de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :
1800 exemplaires

Directrice de publication :
Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction :
Olivier Lek Lafferrière

Graphisme :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

ÉTHIOPIE Quand les armes parlent à la place des citoyenNEs

Les réponses militaires des dirigeants aux problèmes politiques des différentes communautés qui composent l'Éthiopie engendrent une succession d'affrontements armés.

Les confrontations meurtrières en Éthiopie ne cessent de se propager. En 2022, prenaient fin les hostilités entre les forces régionales du Tigré et l'armée fédérale, épaulée par les troupes de l'Érythrée, pays voisin, et par FANO, la milice nationaliste de l'Amhara. Elles risquent de reprendre, venant s'ajouter aux autres conflits que connaît le pays.

La paix introuvable

L'accord de Pretoria, qui a mis fin à la guerre au Tigré, est quasiment caduc. Le Premier ministre du gouvernement fédéral, Abiy Ahmed, n'a pas respecté les clauses de l'accord. En réponse, les forces tigréennes se sont retirées du gouvernement intérimaire et ont formé leur propre autorité. Chacun des deux camps se prépare à une nouvelle confrontation, avec un envoi massif de troupes de part et d'autre de la frontière régionale.

Le 1^{er} août, une violente bataille a éclaté à Shererina, dans l'ouest du Tigré, au cours de laquelle l'artillerie lourde et des drones ont été utilisés. La leçon qu'Abiy peut tirer de cet accrochage est que les forces tigréennes, en dépit du blocus économique imposé par Addis-Abeba, sont capables de résister. Mais le Premier ministre est également confronté à d'autres rébellions à l'intérieur du pays.

Nouvelles recompositions

Les alliés d'hier deviennent les ennemis d'aujourd'hui. FANO, la milice nationaliste de l'Amhara, combat désormais l'armée fédérale éthiopienne, qui a riposté par plus de 102 frappes de drones. L'OLA, issue de la communauté oromo, la plus nombreuse du pays, s'est aussi lancée dans un conflit armé.

Enfin, Abiy ne cesse de proclamer sa volonté d'acquiescer, par tous les moyens, le port érythréen d'Assab. D'un problème économique de débouché maritime, il fait un problème existentiel pour l'Éthiopie, poussant en retour l'Érythrée à soutenir les soulèvements armés. En dépit des déclarations des uns et des autres, une alliance militaire contre Abiy, si elle a été proclamée, ne va pas de soi sur le terrain. Les crimes contre l'humanité commis par tous les protagonistes restent gravés dans les mémoires. Les différends frontaliers entre les trois communautés sont toujours présents. Leurs visions de l'avenir du pays divergent.

Traditionnellement, les élites amharas sont favorables à une plus grande centralisation du pays, dans laquelle elles entendent jouer un rôle prépondérant. À l'inverse, les Oromos militent pour un fédéralisme accentué qui permettrait, à terme, l'indépendance de l'Oromia. Les problèmes politiques réels du pays, notamment la question du type de fédéralisme permettant le vivre-ensemble des différentes communautés qui composent l'Éthiopie, sont abordés par les dirigeants uniquement sur le plan de la confrontation armée. Cette conception les pousse à nouer des alliances changeantes qui empêchent le débat démocratique et, surtout, entraînent la mort de centaines de milliers de personnes dans des conflits sans fin.

Paul Martial



Portrait officiel du Premier ministre d'Éthiopie, Abiy Ahmed Ali. Domaine public

ALLEMAGNE L'AfD frôle la majorité absolue en Saxe-Anhalt

Le 6 septembre, le parti d'extrême droite Alternative für Deutschland (AfD) a obtenu 44,2 % des voix en Saxe-Anhalt, contre un peu plus de 20 % en 2021.

Avec 39 sièges sur 83, elle échoue de peu à conquérir la majorité absolue, mais son score historique bouleverse le paysage politique du Land.

Dans le prolongement de notre édito de la semaine dernière (« L'avertissement venu de Saxe-Anhalt »), nous reproduisons ici l'analyse publiée sur Inprecor.fr par Helmut Born, militant de l'Internationale Sozialistische Organisation (section allemande de la IV^e Internationale) et membre actif de Die Linke.

C'est surtout la CDU, le grand parti de la bourgeoisie, qui a été sévèrement sanctionnée. Elle a perdu plus de la moitié de ses voix et de ses députés. Le FDP, le parti libéral, n'a même pas réussi à entrer au Parlement régional et poursuit son déclin. Mais pour Die Linke non plus, cette soirée ne fut pas agréable : trois semaines avant les élections régionales, le parti était encore crédité de 13 %, et il n'a finalement obtenu que 8,6 %. En revanche, le SPD et les Verts ont légèrement amélioré leur score par rapport aux dernières élections régionales ; avec respectivement 9,3 % et 8,9 %, ils ont obtenu un peu plus que Die Linke.

Ce résultat s'explique par une campagne intense menée par des organisations influentes de la société civile, qui avaient appelé à voter de manière tactique afin de garantir que le SPD et les Verts puissent au moins revenir au Parlement régional. En effet, leur retour a longtemps été incertain. Une autre surprise a été l'entrée au Parlement régional de l'« Alliance Sahara Wagenknecht » (BSW), qui a réussi à s'y faire élire avec 5,3 % des voix.



Quel exécutif après les élections ?

Au sein du nouveau parlement régional, avec des représentants de six partis, la formation d'un nouvel exécutif ne sera pas aisée. L'AfD n'ayant pas obtenu la majorité absolue des sièges (39 sur 83), elle doit trouver des alliés ou au moins le soutien d'autres formations. Tous les autres partis ont refusé de former un gouvernement avec l'AfD.

Le BSW rejette lui aussi toute coalition avec elle. Ce parti estime qu'il faudrait plutôt élire un ministre-président indépendant, à qui il reviendrait de

composer son gouvernement et de réunir une majorité à chaque vote. Cette formule a déjà été appliquée aux Pays-Bas lors de l'avant-dernière élection, lorsque le parti du raciste Geert Wilders avait manqué de peu la majorité absolue et que personne ne voulait de lui comme ministre-président. Reste à voir si l'AfD acceptera cette solution. Le SPD et les Verts ont déjà donné leur accord.

Quelles leçons du recul de Die Linke ?

Pour Die Linke, ce résultat est une déception. Le parti a perdu

2,4 % par rapport aux dernières élections régionales. Il est certain que la campagne électorale n'a pas été facile pour ce parti, car il n'est solidement implanté que dans les villes et ses résultats sont traditionnellement faibles dans les zones rurales. Cela s'est également confirmé lors de ce scrutin. Dans les deux grandes villes de Halle et Magdebourg, il a remporté trois sièges grâce aux votes directs (de première préférence). Les 38 autres circonscriptions sont toutes revenues à l'AfD.

Die Linke doit s'affirmer plus clairement et adopter une ligne plus radicale. Beaucoup le classent simplement dans le camp rouge-vert, aux côtés du SPD et des Verts, ainsi qu'en témoigne l'effet de la campagne « voter tactiquement ». Il faut affirmer clairement que Die Linke incarne une opposition sans ambiguïté à l'ordre établi, que ses représentantEs ne sont pas des « politicienNEs » comme les autres, qu'elle entend mettre fin à la société de classes capitaliste et que cela ne sera pas possible depuis le seul Parlement. Aussi pertinentes que soient les mesures qu'elle défend au Parlement, et aussi bénéfiques qu'elles pourraient être pour la vie des gens si elles étaient mises en œuvre, il n'y aura jamais de majorité parlementaire pour cela. Ce qu'il faut, c'est un parti présent au Parlement et en même temps assez fort pour modifier les rapports de force sociaux en faisant pression dans la rue, en s'ancrant dans les entreprises et les quartiers, et en encourageant la prise de conscience et l'auto-organisation de celles et ceux d'en bas.

Helmut Born

ÉTATS-UNIS Trump tente d'acheter les voix

À l'approche des élections de mi-mandat du 3 novembre, Donald Trump tente de remobiliser sa base en promettant 5000 dollars à chaque adulte en cas de victoire républicaine. Vingt-cinq ans après le 11-Septembre, il invoque également les attentats pour justifier sa guerre contre l'Iran, tandis que se multiplient les menaces autoritaires.

Trump a convoqué à Dallas, au Texas, la première convention républicaine jamais organisée à l'occasion d'élections de mi-mandat, principalement pour célébrer sa propre personne et mobiliser sa base avant les élections nationales du 3 novembre.

Une convention à la gloire de Trump

Il a demandé à ses partisanEs de faire comme si son nom figurait sur les bulletins de vote et de voter pour les républicains. Il a invité les personnes présentes dans le stade à prêter serment : « *Je jure au plus grand président de l'histoire des États-Unis, qui nous aime tellement qu'il ne peut même plus respirer, que j'irai voter avec ma famille et mes amis. Je le ferai quoi qu'il arrive : que je sois inscrit ou non, j'essaierai de tricher autant que possible, comme ils le font.* » Il a promis que, si ses candidatEs l'emportaient, il donnerait 5000 dollars à chaque AméricainE. Ce pot-de-vin coûterait 1000 milliards de dollars et a aussi peu de chances d'être versé que les sommes promises par Trump en d'autres occasions.

Les sondages montrent que la popularité de Trump recule et les républicains craignent de perdre le contrôle des deux chambres du Congrès. Les électeurEs se détournent d'eux en raison de leur opposition à la guerre contre l'Iran, de la hausse des prix de l'essence, du logement, des soins de santé et de l'alimentation, des attaques violentes de la police de l'immigration (ICE), de la

construction de gigantesques centres de données et, désormais, des inquiétudes suscitées par l'absence d'encadrement du développement de l'intelligence artificielle. Le Congrès n'a pris aucune mesure face à cette menace.

Vingt-cinq ans après le 11-Septembre

La convention républicaine a coïncidé avec les commémorations du vingt-cinquième anniversaire des attentats terroristes commis par Al-Qaïda contre le World Trade Center, à New York, et le Pentagone, près de Washington, le 11 septembre 2001. Près de 3000 personnes ont été tuées sur les deux sites : des cadres d'entreprise et des responsables militaires, mais aussi des travailleurEs de toutes professions. Pendant les commémorations, le maire de New York, Zohran Mamdani, a rendu publiques 170 000 pages de documents révélant que les autorités fédérales et celles de l'État avaient incité la population à retourner travailler à New York alors que l'air était toxique. Cette exposition aurait depuis entraîné la mort d'au moins 9000 personnes. Plusieurs commentateurs ont rappelé qu'en réponse aux attentats, le président George W. Bush avait déclenché les guerres en Afghanistan, en 2001, puis en Irak, en 2003. Ces guerres ont duré respectivement vingt et neuf ans et tué entre 400 000 et 900 000 personnes. Lors d'une cérémonie organisée par le ministère de la Défense, Trump a laissé entendre que les attentats

du 11-Septembre justifiaient aujourd'hui sa guerre contre l'Iran.

À l'époque, les attentats avaient conduit le Congrès à adopter des lois répressives, comme le Patriot Act de 2001, le Homeland Security Act de 2002 et les amendements de 2008 à la loi sur la surveillance du renseignement étranger, la FISA. Ces textes ont considérablement accru les pouvoirs du gouvernement pour espionner aussi bien les citoyenNEs étatsunienNEs que les étrangerEs. Ils lui ont permis de recueillir secrètement les données personnelles de millions de personnes qui n'avaient jamais été soupçonnées du moindre crime.

La menace d'un coup de force

À l'approche des élections du 3 novembre, l'anxiété et la peur gagnent donc la population. La guerre des États-Unis contre l'Iran se poursuit et s'étend, avec le risque permanent qu'elle se transforme en guerre nucléaire. Selon des spécialistes, l'IA pourrait touter nous tuer d'ici dix ans. Et Trump a menacé d'envoyer des soldats et des agents de l'ICE dans les bureaux de vote, faisant craindre qu'il vole les élections ou organise un coup d'État. De nombreuses organisations se préparent à défendre le scrutin. Pour le moment, alors que les enfants reprennent le chemin de l'école, le pays est calme. Il n'y a pratiquement aucune manifestation. Mais nous approchons peut-être d'un moment explosif.

Dan La Botz

LOI INTÉGRALE CONTRE LES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES,

MOBILISONS-NOUS DANS L'UNITÉ!

Discutée au Parlement en octobre, la proposition de loi n° 3106 «apportant une réponse intégrale au phénomène des violences sexuelles et sexistes contre les femmes et les enfants» reprend une partie des mesures de la Coalition féministe et enfantiste.

Un dossier de la Commission nationale d'intervention féministe

Amplifier la mobilisation

En juin dernier, le viol et le meurtre de Lyhanna ont entraîné une forte mobilisation : chaque semaine, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont participé à des manifestations enfantistes et féministes. Pour que l'indignation populaire débouche sur un changement, la Coalition féministe et enfantiste, qui regroupe 150 associations et syndicats, a remis en avant sa propre proposition de loi intégrale contre les violences sexuelles, élaborée fin 2024, qui contient 140 mesures.

Pour échapper à la crise ouverte par cette mobilisation, le gouvernement a annoncé l'examen d'une loi, qui doit être discutée au Parlement en octobre. La droite, qui a déjà raboté les mesures, ne va pas s'en tenir là, et le gouvernement n'a aucunement l'intention de les financer, puisqu'il a déjà décidé de retirer 28 milliards d'euros aux services publics... au profit de l'armée.

Les rassemblements du lundi soir devant les tribunaux, lancés en juin après le meurtre de Lyhanna, ont repris le 7 septembre dans des dizaines de villes. Nous pouvons gagner des mesures immédiates qui changent concrètement nos vies. Pour une vraie loi intégrale contre les violences sexuelles, amplifions la mobilisation : les associations féministes et les secteurs de l'éducation, du social et de la santé ont besoin de moyens pour la prévention, l'accueil et la protection des victimes.



Loi intégrale : une ambition féministe encore trop inscrite dans une logique pénale

La proposition de loi n° 3106, déposée le 11 août 2026, reprend une partie des 140 mesures de la Coalition féministe et enfantiste. Il y a des avancées réelles. Cependant, sa traduction parlementaire privilégie les dispositifs policiers et judiciaires, tout en renvoyant les moyens de l'EVARS (éducation à la vie affective, relationnelle et à la sexualité), outil fondamental de la prévention, hors du texte de la loi.



La proposition de loi reprend une partie du travail de la Coalition constituée en 2024 : formations obligatoires, accès renforcé à un avocat ; protection des enfants et entretien annuel qui leur est consacré ; soins et conservation des prélèvements sans condition de plainte ; structures pluridisciplinaires et programmation d'environ 3 milliards d'euros annuels.

Ces mesures peuvent réduire les violences institutionnelles subies par les victimes. Mais c'est parce que le projet se revendique «intégral» qu'il faut regarder où se situe son centre de gravité. La Coalition affirme que la plus grande victoire est le viol qui n'aura jamais lieu. La prévention, la transformation des masculinités et l'autonomie matérielle devraient donc être au cœur des moyens engagés.

De la Coalition à la proposition de loi parlementaire

Le passage du texte de la Coalition à la proposition de loi parlementaire accentue la convocation du répressif. Le texte multiplie les unités spécialisées, les dispositifs judiciaires, les procédures et les outils de détection. Ces dispositifs interviennent cependant principalement après les faits. Le contraste est particulièrement net sur la prévention. Le texte affirme qu'elle «irrigue l'ensemble de ses volets» et reconnaît que l'EVARS est une «condition indispensable d'une prévention efficace». Il précise pourtant que les moyens humains, financiers et matériels nécessaires à sa généralisation n'ont «pas vocation à trouver leur place dans la présente proposition de loi». C'est une contradiction politique majeure : l'EVARS est dite indispensable, mais ses moyens sont renvoyés ailleurs, tandis que les éléments de la réponse pénale sont, eux, précisément organisés par la loi.

L'EVARS sans moyens, les associations sans sécurité

Cette contradiction, voire cette hypocrisie, est d'autant plus

grave que l'EVARS repose largement sur des professionnel·les et des associations déjà fragilisées. Le Planning familial demande des financements dédiés, stables et suffisants. Il rappelle que des associations doivent parfois refuser des interventions faute de moyens.

L'objectif d'environ 3 milliards d'euros annuels pourrait constituer une avancée, à condition qu'il s'agisse de moyens supplémentaires pour faire reculer le système de domination patriarcal. Mais même cet objectif ne garantit pas, à lui seul, des financements de base et pérennes pour les associations qui assurent la prévention, l'accompagnement, l'hébergement et l'accès aux droits. Il ne compense même pas toutes les coupes budgétaires imposées à l'hôpital, aux centres d'accueil pour les victimes de violences, à l'éducation, etc.

Si la prévention est fondamentale, son financement doit être aussi durable et contraignant que celui des dispositifs répressifs.

Protéger sans attendre la plainte

Une politique intégrale doit permettre de sortir des violences sans dépendre d'abord de la procédure pénale. Éloigner l'agresseur plutôt que la victime n'a de sens que si la victime dispose d'un logement, d'un revenu, de soins, d'une garde d'enfants et d'une protection professionnelle. L'autonomie économique et les services publics sont des infrastructures de lutte contre les violences.

Pour les femmes migrantes, cela suppose aussi de pouvoir demander de l'aide sans craindre les conséquences administratives de la plainte.

Responsabiliser, pas seulement punir

Nous refusons de confondre responsabilité et punition. La prison peut aujourd'hui être nécessaire dans certaines situations pour protéger les victimes. Mais elle intervient après les faits et ne transforme pas les rapports sociaux qui produisent les violences.

Il faut donc développer un travail sur les masculinités, le consentement, la sexualité, la domination, l'emprise, etc. L'objectif doit être de transformer les normes, afin qu'il n'y ait plus d'hommes qui exercent des violences, même lorsque personne ne les surveille.



COMMUNICATION

Shiva: le mépris de classe sous les projecteurs

Depuis plusieurs années fleurissent, à chaque rentrée (scolaire et fiscale), des publicités pour Shiva, une société de ménage à domicile. Shiva propose « des interventions à partir de 16 euros par heure de ménage grâce à l'avance immédiate de crédit d'impôt ». Tout un programme qui promet précarité et bas salaires aux « intervenantEs » en question.

Shiva a conclu en 2022 un partenariat avec le prestigieux studio photographique Harcourt. Les salariéEs passent devant l'objectif des photographes du studio Harcourt. « Ces séances mémorables marquent également nos campagnes de communication, où les employés de maison sont mis en avant comme des figures centrales, valorisant leur profession. [...] Ce partenariat est une véritable célébration de leur rôle essentiel, projetant nos valeurs de bienveillance, d'excellence et de fierté dans chaque foyer », se vante la marque.

On ne mélange pas les torchons et les serviettes

Derrière cette opération de class washing se dissimule mal un mépris de classe essentialiste. Pour que le ou la petitE-bourgeoisE ne se sente pas trop mal d'employer une femme de ménage, on montre qu'on traite ce petit personnel avec les mêmes égards que ceux que l'on réserve aux stars de cinéma. Mais si l'on était allé au bout de la démarche, la lumière, le maquillage et l'habillage auraient permis de ne plus distinguer les classes. Or, on ne s'y trompe pas : ce n'est pas une star de cinéma qui figure sur la photo. C'est subtil, on ne saurait pas trop dire à quoi cela tient, mais c'est visible.

Cette année, Harcourt et Shiva ont poussé le cynisme plus loin : une « cliente » (comprendre : une employeuse) et une salariée posent ensemble. Les deux sont belles, les deux sont dignes, mais enfin, même sans lire la légende, on sait qui est qui : c'est qu'on ne mélange pas les torchons et les serviettes.

Naturaliser la différence de classe

Le message qui suinte derrière cette comm' nauséabonde est le suivant : vous voyez bien, quelle que soit la manière dont on les prend en photo, les pauvres ont l'air pauvres. Cette fausse égalité de traitement ne fait, au fond, que naturaliser une différence de classe. Alors, il n'y a plus aucune barrière morale à diviser le monde entre celles qui nettoient et ceux qui salissent.

Aujourd'hui, pour beaucoup de femmes de la classe moyenne, le recours à une aide ménagère est objectivement une forme de libération, par le temps qu'il libère et la charge mentale qu'il allège. Mais l'exploitation des plus démunies n'est pas une solution à l'aliénation suscitée par les tâches domestiques et la charge mentale qui les accompagne.

Travaillons à renverser cette société pour en créer une qui nous permette de mettre en commun le plus possible de ces tâches, qui les valorise comme on valorise le bricolage ou la cuisine du dimanche et qui ne fasse pas du maintien du foyer une tâche aliénante. Car personne n'est fait pour faire ou ne pas faire le ménage.

Marie S.

ÉCOLOGIE

Non à l'incinérateur à Vitry-sur-Seine

Présenté comme une chaufferie «verte», le projet de méga-incinérateur à Vitry-sur-Seine menace la santé de centaines de milliers d'habitantEs. Face au greenwashing et au déni démocratique, la mobilisation s'organise.

La Ville de Paris a décidé d'installer aux Ardoines, à Vitry-sur-Seine, un « méga-incinérateur ». Selon la mairie de Paris et le consortium industriel piloté par l'entreprise privée Dalkia, il s'agit d'un dispositif « écologique », une simple « chaufferie » qui produira de la chaleur « verte » pour Paris à partir de bois B (c'est-à-dire du bois traité par des peintures, des solvants...) et de CSR (combustibles solides de récupération), c'est-à-dire des résidus d'ordures non recyclés (du plastique en particulier).

Une opération de greenwashing

L'incinération de 450 000 à 800 000 tonnes de déchets aura des effets extrêmement polluants, menaçant la santé de centaines de milliers d'habitantEs du Val-de-Marne. Plus d'une centaine d'établissements scolaires et de crèches se trouvent dans un rayon de moins de 4 km autour de l'usine. Ce type d'incinérateur produit de nombreux déchets toxiques : particules fines, PFAS, dioxines. Or, le Val-de-Marne est déjà le département qui concentre le plus d'incinérateurs en Île-de-France (Ivry, Créteil...). Comme le dit un membre du collectif ACID-Vitry (Association contre l'incinération des déchets à Vitry) : « C'est vraiment une injustice que de nous imposer encore cette charge environnementale-là, alors qu'on est déjà les pires à ce niveau. » Pour chauffer Paris, on va polluer encore plus la banlieue...

Ce projet est tout sauf écolo. Pour alimenter ce méga-incinérateur, on fera venir par camions des déchets provenant d'un rayon de 300 km. Actuellement, il y a 1 million de tonnes de CSR produites dans toute la France : près de la moitié serait brûlée à Vitry ! Et cela ne s'attaque pas au vrai problème, qui est de réduire la production de déchets et de plastique, et de travailler sur le recyclage... Ce projet prétend baisser l'utilisation du gaz, car, actuellement, la CPCU (Compagnie parisienne du chauffage urbain) en brûle. Mais, en fait, on va brûler du plastique à la place, qui est lui-même issu du pétrole et va donc continuer à dégager du CO₂. Au lieu de dépenser plus de 1,5 milliard d'euros pour construire ce méga-incinérateur, il faudrait consacrer cette somme à la rénovation thermique des bâtiments. La canicule de cet été a d'ailleurs illustré l'importance de cette question.

Opacité et manque de démocratie

Ce projet est défendu par la majorité « de gauche et écologiste » de Paris (PS, PCF, Les Écologistes). Tout a été mené en secret



NPA-A

depuis plusieurs années et les habitantEs l'ont découvert au dernier moment, lors des municipales. À Vitry, lors de la campagne électorale, le maire, Pierre Bell-Lloch (PCF, soutenu par le PS et Les Écologistes), a prétendu que c'était un « mensonge », qu'il n'y avait pas de projet d'incinérateur, empêchant tout débat démocratique sur le sujet.

La contestation commence à grandir : constitution de collectifs d'habitantEs, déclarations d'élusEs (de gauche comme de droite) contre le projet... Cela a obligé les mairies de Paris et de Vitry à sortir du bois. Pour « endormir » la population, le maire de Vitry a mis en place une « concertation préalable » avec la CNDP (Commission nationale du débat public). Cette procédure est seulement consultative. Durant l'été, la mairie de Paris a ainsi voté l'achat du terrain à EDF (un terrain qui a d'ailleurs été pollué pendant cent ans par l'activité de centrales à charbon).

Il va donc falloir, à l'occasion de cette concertation, amplifier la mobilisation. Un simple vote lors d'un hypothétique « référendum local » ne pourra suffire (pour l'instant, une simple consultation est prévue à Vitry). À Fos-sur-Mer, malgré un vote négatif de 98 % de la population en 2006, l'incinérateur (pardon, le « centre de traitement multifilières », en novlangue greenwashing !) a quand même ouvert en 2010. Il faut multiplier les actions : information des habitantEs, recours juridiques... Mais, vu l'ampleur du

projet et les trahisons de certains éluEs, il va falloir faire monter encore plus le rapport de force. Faisons des Ardoines une nouvelle ZAD (zone à défendre).

Comme à Notre-Dame-des-Landes, seuls un investissement massif de la population, une mobilisation active, large et unitaire, ainsi que des occupations pourront empêcher la mise en œuvre de ce projet polluant.

Antoine Boulangé



LICENCIEMENTS

Bluebus et Blue Solutions : Bolloré sacrifie 115 emplois

Le groupe Bolloré envisage l'arrêt définitif de la production des bus électriques Bluebus à Ergué-Gabéric, près de Quimper. Son « plan de sauvegarde de l'emploi » menace 74 postes sur trois ans. Chez Blue Solutions, qui développe les nouvelles batteries Gen4, 41 autres postes sont menacés. Au total, 115 emplois seraient supprimés sur les 350 que compte le site.

En 2024, Blue Solutions promettait pourtant 2,2 milliards d'euros d'investissements et 1 500 emplois d'ici 2032. Une opération généreusement subventionnée par de l'argent public et vantée par

un grand nombre d'amis de Bolloré, de gauche, de droite ou d'extrême droite. Deux ans plus tard, les nouvelles batteries ne sont pas au rendez-vous et Bolloré présente la facture aux salariéEs. Les entreprises

et les travailleurEs sont des jouets dans les mains du milliardaire qui, avec cynisme, ne cesse de développer les autres branches de son empire industriel, médiatique et financier.

Le NPA-l'Anticapitaliste apporte son soutien aux salariéEs et exige des réponses à la hauteur de ces décisions scandaleuses. Cela passe par l'arrêt des licenciements, le remboursement de l'argent public, un droit de regard et un contrôle effectif des pouvoirs publics sur cette industrie afin de répondre aux besoins en transports collectifs et d'organiser la transition écologique.

CorrespondantE

Culture

SÉRIE **Les Secrets de la Saint-Jean, de Leticia Dolera**

Espagne, 2025, en langue catalane VO + VF, disponible sur Arte.tv jusqu'au 24 novembre 2026

Une série à la fois percutante et sensible qui raconte l'agression sexuelle d'une jeune fille de 13 ans par ses amis. Les réactions de l'entourage des jeunes, tout comme le parcours de cette adolescente pour se retrouver et revivre au sein de sa communauté sont rapportés et scrutés avec subtilité par la réalisatrice.

**Les pièges de la domination patriarcale**

L'histoire se déroule au sein d'une association de castellers catalans où il s'agit d'ériger une tour humaine selon des techniques précises que les trois jeunes amiEs — Manu, Pol et Steven — s'appliquent à acquérir en suivant l'exemple de leurs aînéEs. Mais l'insouciance de l'enfance bascule le soir de la Saint-Jean quand Manu est agressée sexuellement par ses amis. Le titre catalan de la série, *Pubertat* souligne ce passage vers l'adolescence qu'aucun adulte ne semble avoir vu venir, pas plus que les pratiques machistes, inconsciemment héritées des aînées elles aussi.

La réalisatrice multiplie adroitement les différents points de vue, se plaçant tour à tour à hauteur des mères, des pères ou des adolescentEs. Certaines prennent conscience de leur propre oppression ou des contradictions auxquelles elles tentent d'échapper. D'autres semblent pris au piège de l'exercice de la domination patriarcale.

Le choix de la justice restaurative

La métaphore de la tour humaine fonctionne à merveille pour donner à voir ce corps social qui s'élève ensemble mais chute, se fracture pour peut-être finir par se ressouder. Car le propos de Leticia Dolera se porte ensuite sur l'après-agression. Qu'advient-il de Manu ? On l'observe, terrée dans son silence et ses traumatismes, saturée par une société négligente, abandonnée par des adultes préoccupés par leurs statuts et leurs problèmes... On considère les zones grises et on est invité à réfléchir tout comme les membres de l'association qui, lors d'une assemblée, sont amenés à livrer leur définition du consentement.

Sortie en 2025, la série poursuit le débat qui a traversé l'État espagnol autour de la loi intégrale dite « Seul un oui est un oui » adoptée en 2022. Elle choisit la justice restaurative, face aux pratiques répressives et punitives, en filmant le processus à l'œuvre. Ainsi petit à petit, on entend Manu : on voit le pouvoir de sa parole qui se délie, de ces mots patiemment attendus qui pansent les plaies, disent l'agression, la domination et inversent les processus de culpabilisation. C'est une vision qui, loin d'être naïve, offre des perspectives humaines et positives pour avancer ensemble vers l'abolition du patriarcat.

Auréli

ESSAI **Brecht et les mauvais temps nouveaux, d'Olivier Neveux**

La Fabrique, 2026, 316 pages, 20,00€.

Le marxisme a affaire à l'esthétique. Olivier Neveux est intraitable sur ce sujet. Dans son dernier livre *Brecht et les mauvais temps nouveaux*, il refuse de s'intéresser simplement à qui produit les spectacles et qui va les voir, dans une approche purement sociologique qui lui permettrait ensuite de déterminer si un spectacle est politique ou non en fonction des conditions matérielles qui l'ont produit et de l'appartenance de classe du public.

Le propre de l'art

Si le marxisme et la dialectique ne rendaient possibles que cette approche-là de l'art, alors il

faudrait renoncer à toute politique de l'esthétique : ce serait un refus de se pencher sur le propre de l'art.

Autre piste pour une approche marxiste à la petite semaine : le théâtre servirait à affirmer des sentences ou à faire passer des messages. Nouvelle impasse selon Olivier Neveux.

Mais si, comme il l'affirme avec Rancière et tant d'autres, la réception d'une pièce dépend de la personne qui la reçoit mais aussi du moment — moment de la journée, moment de sa vie, reste de son existence — alors est-ce que tout débat sur l'esthétique et l'art n'est pas vain ? Il n'y aurait plus qu'une

affaire de goût : moi, ça m'a plu ; moi, j'ai aimé ; moi, j'ai trouvé ça ennuyeux. Et l'on pourrait simplement confronter nos avis : « les goûts et les couleurs ».

« Créer dans la vie d'autres raisons d'être que la survie »

Pourtant, Olivier Neveux, conscient que l'art n'est pas une machine à esthétiser des messages politiques et que le théâtre n'est pas non plus un art capable de manipulation de masse qui transmettrait le même affect avec la même puissance à toute une salle au même moment, ne renonce pas pour autant à une politique de l'esthétique.

Cela signifie continuer à discuter des spectacles en termes politiques, et pas seulement en termes de goût ou d'envie.

C'est la poursuite de ce travail qui l'amène cette fois à s'attaquer à Brecht. Il n'est évidemment pas le premier et certainement pas le dernier.

Olivier Neveux pense Brecht par rapport au contemporain :



sa question n'est pas « que dit Brecht ? », mais « comment Brecht peut-il nous être utile aujourd'hui ? », en tenant compte de toutes les spécificités de notre sombre époque à nous.

S'il y a un message à tirer du livre, c'est qu'il nous faut, militantEs anticapitalistes, aller au théâtre, aller voir du spectacle vivant, pas pour en tirer des leçons politiques prêtes au réemploi, mais pour appréhender un autre rapport au sensible et à la parole, et peut-être aussi parce que le théâtre peut, comme le dit Olivier Neveux, « créer dans la vie d'autres raisons d'être que la survie ».

Marie S.

★ la-breche.com

Vie du NPA-l'Anticapitaliste

LES NÔTRES **Charlotte Puiseux**

Charlotte Puiseux est morte le 9 août dernier, à l'âge de 39 ans. Ces dernières années, ses livres et ses interventions militantes avaient permis à beaucoup de découvrir une pensée radicale sur la question du handicap, en lien avec le combat contre le capitalisme et toutes les oppressions. Charlotte avait milité au NPA, y entrant peu après sa fondation, et son départ laisse un grand vide.



DR

ports, du bâti et des modes de travail est jugée trop coûteuse, les personnes handicapées sont exclues du travail et de la vie sociale dans son ensemble. Au-delà, le regard infantilisant porté sur les personnes handicapées entraîne également une difficulté accrue à être reconnuEs

dans la vie sociale, intellectuelle et amoureuse.

En entrant au NPA, Charlotte a tenté simplement de militer, quitte à devoir batailler sans cesse pour que les réunions aient lieu dans des locaux accessibles, à devoir convaincre qu'elle avait sa place jusque dans le service

d'ordre, à tenter de convaincre avec patience les camarades qui ne comprenaient pas l'enjeu politique de cette lutte. Cette expérience, dont elle parle notamment dans son livre *De chair et de fer*, a fini par la conduire à la conclusion qu'elle serait plus efficace dans un mouvement spécifique, *Les Dévalideuses*, ainsi qu'en poursuivant ses études et son travail théorique. De notre point de vue, ce départ doit continuer de nous interpeller et nous inciter à remettre en question nos pratiques et notre vision du handicap. C'est le meilleur hommage que nous puissions lui rendre.

Toutes celles qui l'ont connue se souviendront aussi de son humour, de son regard malicieux et de son goût de la fête. Après avoir dû batailler contre d'autres formes de scepticisme, Charlotte a mené à bien son désir d'avoir un enfant, et nous envoyons des condoléances toutes particulières à son fils, à son compagnon Vincent, à ses parents ainsi qu'à toutes ses proches.

Sylvestre Jaffard

AMÉRIQUE LATINE « Les VénézuélienNEs ne sont pas, aujourd'hui, en mesure de définir collectivement la politique du pays »

Entretien avec **Yoletty Bracho**, chercheuse franco-vénézuélienne en science politique et membre du bureau du Groupe d'études interdisciplinaire sur le Venezuela (GEIVEN)

Depuis les frappes étatsuniennes du 3 janvier et l'enlèvement de Nicolás Maduro, Delcy Rodríguez est présidente par intérim du Venezuela. Après le double séisme qui a fait plus de 6 000 mortEs en juin, un accord pétrolier qui brade un cinquième des réserves du pays achève de transformer le Venezuela en protectorat.



Quelle est la situation au Venezuela trois mois après le double séisme ?

Des personnes déplacées vivent encore sous des tentes et, avec le pic pluvieux, doivent de nouveau chercher des solutions. Cette catastrophe est survenue dans un pays où l'État était déjà exsangue. Les récits sont extrêmement durs : des corps retrouvés et identifiés sont ensuite « perdus », des gens ont dû verser des pots-de-vin pour entrer dans des morgues, pour que les recherches se poursuivent ou pour obtenir des chiens renifleurs.

Les États-Unis se sont en outre servis de la catastrophe pour déployer davantage de soldats au Venezuela sous couvert d'aide humanitaire

Les États-Unis ont déployé davantage de soldats sous couvert d'aide humanitaire, et le gouvernement Rodríguez a accueilli une mission civile-militaire israélienne. C'est une opération de blanchiment : une armée génocidaire vient faire de « l'humanitaire » et en profite pour prendre pied dans le pays.

L'accord récent sur le pétrole pose beaucoup de questions.

Évidemment, une transition écologique est indispensable. Mais l'économie du Venezuela repose sur le pétrole, et dans le monde capitaliste actuel le pays ne peut pas reconstruire cette industrie sans investissements

étrangers. Cela dit, accorder pour un siècle des concessions sur 17 champs pétroliers représentant environ un cinquième des réserves vénézuéliennes et sans doute une part plus élevée encore des réserves réellement exploitables — est aussi aberrant qu'inédit.

Ces concessions ont été accordées à North American Blue Energy Partners (NABEP), société contrôlée par Alejandro Betancourt, homme d'affaires proche du pouvoir chaviste qui a bénéficié de contrats publics pour construire des centrales électriques. Or la population subit toujours de longues et fréquentes coupures d'électricité. NABEP n'est vénézuélienne que par la nationalité de son dirigeant. Son siège est à la Barbade, le Pentagone détient 35 % du capital de la société mère et Washington contrôle largement sa gouvernance et sa production.

Accorder pour un siècle des concessions sur un cinquième des réserves pétrolières vénézuéliennes est aberrant : c'est un hold-up

Même sous la dictature militaire qui a vu naître l'exploitation pétrolière, au début du 20^e siècle, les concessions n'étaient ni aussi longues ni aussi importantes. Nous assistons donc à un immense abandon de la souveraineté vénézuélienne, décidé par un gouvernement

sans légitimité populaire, sous la pression impérialiste des États-Unis. Des générations de VénézuélienNEs en subiront les conséquences. C'est un hold-up.

Comment le gouvernement Rodríguez justifie-t-il cet accord ?

Le gouvernement Rodríguez reprend la théorie du ruissellement : le développement de l'industrie pétrolière par des entreprises étrangères permettrait d'améliorer le réseau électrique, les hôpitaux et l'ensemble des infrastructures. L'histoire du Venezuela montre pourtant que les choses ne fonctionnent pas ainsi. La nationalisation de 1976 avait permis de regagner une certaine souveraineté et de financer l'éducation et la santé. Mais avec les privatisations des années 1990, les inégalités se sont creusées : le pays produisait beaucoup de pétrole, une minorité vivait très bien et la majorité très mal.

En revanche, les bénéfices pour les États-Unis et les entreprises privées sont évidents. Avant même tout nouvel investissement, 20 % de la production doit être envoyée aux États-Unis à prix coûtant pour reconstituer leurs réserves stratégiques. Trump parle d'un « gift », d'un « cadeau du Venezuela au peuple étatsunien ». C'est bien un pillage.

Comment décrirais-tu la situation politique actuelle du Venezuela ?

Les VénézuélienNEs ne sont pas, aujourd'hui, en mesure de définir collectivement la politique du pays ni de faire entendre leur voix. Tout ce qui se décide par le haut relève d'une gestion privatisée des biens du pays, sur laquelle la population n'a aucune prise.

Le premier sentiment que je perçois chez mes proches est celui d'une défaite, de la perte de la patrie. Mon père m'a dit : « Être vénézuélien aujourd'hui, c'est être séquestré, voir son ravisseur être à son tour séquestré, puis voir le second ravisseur s'entendre avec le premier pour continuer à vous séquestrer. »

Tout ce qui se décide par le haut relève d'une gestion privatisée des biens du pays, sur laquelle la population n'a aucune prise

Il faut prendre au sérieux la notion de protectorat : sous domination impériale, les dirigeants locaux conservent des marges de manœuvre, certes limitées. Delcy Rodríguez, son frère Jorge, président de l'Assemblée



YOLETTY BRACHO PAR CYRIELLE L. A.

nationale, et le ministre de l'Intérieur Diosdado Cabello s'en accommodent assez bien. La conservation du pouvoir semble l'emporter sur tout le reste.

Que peuvent faire les mouvements sociaux, syndicaux et politiques indépendants ?

Il y a bien sûr eu des manifestations anti-impérialistes et anti-sionistes à l'arrivée des militaires étatsuniens et israéliens. Les accords pétroliers sont dénoncés par des syndicats et des partis, notamment le Parti communiste du Venezuela (PCV).

Mais la force de la gauche alternative réside surtout dans sa capacité à construire quotidiennement des solidarités, comme après le double séisme : pallier les défaillances des services publics, permettre l'accès aux soins, accueillir les déplacés, apporter médicaments et nourriture. Ces « petites choses » que les gens parviennent à faire sont en réalité immenses.

C'est précisément parce que la situation est si difficile que le besoin de solidarité est immense

Nous ne sommes ni dans une perspective de prise du pouvoir ni de renversement : nous en sommes à des années-lumière. C'est précisément parce que la situation est si difficile que le besoin de solidarité est immense.

Les cagnottes de solidarité relayées en France sont-elles utiles ?

Oui, sans aucun doute. Dans les années 2010, certains biens de consommation étaient introuvables. Aujourd'hui, le problème est moins la pénurie que les prix : tout est très cher. Compte tenu de la distance et des contrôles douaniers, collecter, trier puis expédier des objets n'aurait pas de sens à notre échelle. En revanche, il est très utile que les camarades reçoivent directement des fonds : ils achètent ce qui est nécessaire, répartissent l'aide et répondent aux besoins des communautés qu'ils connaissent.

Propos recueillis par la rédaction



• Séisme au Venezuela : appel unitaire à la solidarité

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org

[NPALanticapitaliste](https://www.youtube.com/channel/UCNPALanticapitaliste)

[L_anticapitaliste](https://www.instagram.com/lanticapitaliste)

[Lanticapitalis1](https://twitter.com/Lanticapitalis1)

[anticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/anticapitaliste.presse)

[lanticapitaliste](https://www.spotify.com/fr/artist/lanticapitaliste)



Retrouve-nous

Sur notre chaine YouTube L'Anticapitaliste,

le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois, l'Anticapitaliste la revue

Le n°174-175 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : **redaction@lanticapitaliste.org**

Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à :

diffusion@lanticapitaliste.org